

**De quelles « crises de l'Etat »,
Les murs frontaliers contemporains sont-ils le nom ?
Cas israélien et états-unien**

Damien Simonneau
Docteur en science politique
ATER Université Paris 13

« C'est l'affaiblissement de la souveraineté étatique, et plus précisément, la disjonction entre la souveraineté et l'État-nation qui a poussé les États à bâtir frénétiquement des murs¹ ». Telle est la thèse défendue par la philosophe Wendy Brown qui analyse le recours aux murs par la thèse du déclin de la souveraineté étatique. Ce déclin est dû à l'augmentation des flux transnationaux et à la concurrence du capital sur le politique. Face à cette concurrence les États apparaissent réactifs et non plus dominants, ils sont « sans souveraineté ». Toutefois, les murs se trouvent à la jonction de l'État et du sujet². L'État en décidant le mur se met en scène³. Les murs ressuscitent les mythes de l'autonomie nationale et de la pureté dans le monde globalisé. Ils reproduisent la symbolique de la territorialité westphalienne. Les murs sont donc la réponse étatique souveraine à des fantasmes populaires : fantasme de l'étranger dangereux dans un monde sans frontières, fantasme de contention (délimiter le nous et le eux), fantasme d'imperméabilité et fantasme de pureté, d'innocence et de beauté.

Conformément à cette analyse, le mur fonctionne comme une réaffirmation de l'ordre souverain des États-nations et de restauration de l'autorité de l'État dans des confins frontaliers fragilisés par des situations de violences et de mobilités non autorisées, cadrées comme autant de « crises de l'État-nation ». C'est également la perspective envisagée dans l'ouvrage pluridisciplinaire dirigé par Élisabeth Vallet⁴ qui explore la perception d'insécurité par les États dans le monde globalisé contemporain. Les contributions suggèrent que les politiques intérieures ont pris le pas sur les politiques étrangères et de défense dans la fabrique de ces murs. L'image d'une frontière fortifiée devient même plus importante que son efficacité réelle.

¹ Brown Wendy, *Walled states, waning sovereignty* ; trad. fr. Nicholas Vieillescazes, *Murs : les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Paris, Les prairies ordinaires, 2009, p. 17.

² *Ibid.*, p. 120.

³ *Ibid.*, p. 145.

⁴ Vallet Elisabeth, *Borders, Fences and Walls. State of Insecurity?*, Ashgate, coll. « Border regions series », 2014.

Notre optique, ici, est de creuser plus finement les « crises » internes aux sociétés qui s'emmurent pour compléter les explications en termes de « crise » de la souveraineté étatique généralement avancées pour parler du phénomène de multiplication des murs dans le monde contemporain. Pour cela, nous appréhendons ces politiques de militarisation étatiques à partir des mobilisations en faveur, d'une part, en Israël d'une « barrière de sécurité » en Cisjordanie à partir de l'été 2002 et, d'autre part, en Arizona d'une « barrière frontalière » à la frontière mexicaine en 2010. Il s'agit de deux cas d'Etats confrontés différemment à des situations de mobilité et de violence et dans lesquels le mur est de manière similaire la réponse privilégiée. Une telle entrée par les mouvements sociaux les exigeant de leurs gouvernements respectifs, « par le bas » en somme, nous permet d'entrer dans ce qui les multiples formes qui se trament dans des sociétés confrontés à ce qui est cadrées comme des « crises migratoires » ou des « crises de mobilités ».

Nous adoptons donc une perspective de sociologie politique de ce type de « crise migratoire », appliquée notamment dans des travaux récents sur la « crise des réfugiés » européenne dont la solution semble être l'accentuation de la frontiérisation et de la militarisation de l'espace méditerranéen. Dans cette perspective, Evelyne Ritaine estime que cette « crise » est l'acmé d'une anomie politique qui dure depuis les années 1980. Les migrations sont traitées comme des urgences successives et non comme des faits structurels qui nécessitent une politique construite⁵. Thibault Jaulin affirme qu'elle résulte du dysfonctionnement structurel du système d'asile⁶. Lorenzo Gabrielli envisage le traitement des mobilités à l'urgence qui aboutit à la permanence de l'exception et des violences envers les migrants⁷. Enfin, pour Julien Jeandesboz et Polly Pallister-Wilkins⁸, l'invocation de la « crise » a pour but de générer de l'intervention dans cet espace. La Méditerranée est alors construite comme un espace d'intervention pour une seule autorité responsable : l'Union Européenne aux dépens de la Grèce par exemple. Les moments cadrés comme des « crises » ont des rôles performatifs, ce sont des moments de spectacles qui masquent en fait les routines de la militarisation en cours. Ces moments visent à restaurer du statu quo et à introduire de nouvelles approches pour gérer les mobilités.

⁵ Evelyne Ritaine, « Blessures de frontière en Méditerranée », *Cultures & Conflits*, 99-100, automne/hiver 2015, p. 11-24.

⁶ Thibault Jaulin, « Migrations en Méditerranée : la crise de l'asile », *Politique étrangère*, 2016/4 (Hiver), p. 25-34.

⁷ Lorenzo Gabrielli, « Récurrence de la crise frontalière : l'exception permanente en Espagne », *Cultures & Conflits*, 99-100, automne/hiver 2015, p. 75-98.

⁸ Julien Jeandesboz & Polly Pallister-Wilkins (2016), «Crisis, Routine, Consolidation: The Politics of the Mediterranean Migration Crisis», *Mediterranean Politics*, 21:2, p. 316-320.

Nos enquêtes à partir des mouvements sociaux pro-barrière⁹ israéliens et arizoniens décortiquent la fabrique de ce spectacle de « crise des mobilités » et de l'urgence de la solution « barrière ». Nous appréhendons donc ces politiques de militarisation sous l'angle de la mise en scène de la barrière, où celle-ci fait office de symbole de réassurance pour des citoyens israéliens et états-uniens angoissés. Des analystes fins de ces processus de militarisation, sur leurs terrains respectifs, tels que Peter Andreas¹⁰, James Cohen¹¹ ou encore Eyal Weizman¹² évoquent, au-delà de l'enjeu de défense du territoire, l'idée d'une fonction de « performance publique », de « théâtre politique ». Les acteurs étatiques et d'autres acteurs impliqués dans le contrôle des confins se mettraient en scène avec pour décor le territoire barrière-é. Pour filer la métaphore théâtrale : le récit dominant la pièce est celui d'un État assiégé mais protecteur qui à ses confins construit une barrière pour se protéger des envahisseurs. Les différentes intrigues impliquent des configurations changeantes, selon les actes de la pièce, d'élus politiques décideurs, de la société civile, du secteur de la sécurité/défense (industries ou bureaucraties). Ils jouent le jeu de la frontière comme ligne d'exclusion et de contrôle. Ce qui se trame dans cette mise en scène c'est la signification de la limite territoriale. En effet, ces acteurs manipulent dans leurs discours et leurs pratiques des thématiques cognitives (des « sens ») déclinées selon leurs spécificités nationales aussi larges que le territoire, la démographie, la souveraineté, la sécurité ou l'identité en les attribuant collectivement au projet de barrière qu'ils veulent voir ériger. Ces thématiques cognitives forment la structure de sens partagée sur la nécessité de construire la barrière, qui se révèle être un caméléon symbolique. Le programme de la pièce de théâtre pourrait être résumé comme suit :

Le marquage d'une frontière n'a ni le contrôle pour unique objectif, ni la bureaucratie comme unique acteur. On peut aussi y déceler de la démonstration, du symbole, de la construction d'identités, de la criminalisation de l'Autre, des stratégies de politique intérieure comme extérieure. La matérialité parle aux représentations, les représentations se nourrissent de matérialité, dans un contexte d'intense médiatisation. À usage interne, il s'agit de marquer la représentation des citoyens, ne serait-ce que par la mise en place à leur attention d'une aire de certitude, qui leur fait croire qu'ils

⁹ Au terme de « mur » qui nous apparaît trop générique et connoté, nous préférons le terme de « barrière » que les acteurs tant en Israël qu'aux États-Unis utilisent plutôt, et qui fonctionne comme une synecdoque de la militarisation de ces territoires.

¹⁰ Andreas Peter, *Border Games: Policing the US-Mexico Divide*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2009, 2nd. ed., p. 8.

¹¹ Cohen James, *A la poursuite des illégaux. Politiques et mouvements anti-immigrés aux États-Unis*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant, coll. « TERRA », 2012, p. 45.

¹² Weizman Eyal, *Hollow Land: Israel's architecture of occupation*, London/New York, Verso, 2007, p. 178-179 & p.162 (chap. "the wall").

sont protégés. Il s'agit donc de remettre de l'ordre dans un monde jugé plein de dangers car évoluant trop vite. Dans sa matérialité, le marquage devient un repère, qui contribue à créer un repaire et à répondre ainsi aux angoisses et aux attentes¹³.

Les moments de « crise » relèvent donc de l'entretien ritualisé par ces acteurs de la mystique territoriale westphalienne. La barrière symbolise et est issue d'un geste politique de réassurance sur cet ordre territorial. Elle est l'outil matériel symbolisant l'affirmation de la souveraineté interne de l'État sur un territoire et symbolisant l'action du pouvoir dans un monde globalisé, jugé risqué, anxiogène et chaotique. La barrière comme geste politique de réassurance vient donner sens au monde globalisé pour les citoyens emmurés. Pour interroger la construction de ce spectacle à partir des mouvements sociaux pro-barrière, nous présenterons, tout d'abord, les acteurs pro-barrière en question et le récit de « crise » qu'ils diffusent. Puis, nous résumerons leurs modes de diffusion dans leurs systèmes politiques respectifs par l'affrontement avec l'Etat. Enfin, nous détaillerons deux autres enjeux derrière le recours aux barrières qui se trament derrière le contrôle des mobilités : un d'ordre identitaire et l'autre d'ordre politique.

I- Récits de « crise » : l'urgence d'une barrière pour contrer des mobilités

En Israël, les groupes issus de la société civile demandant la construction d'une barrière entre Israël et la Cisjordanie palestinienne occupée se sont multipliés à partir de 2001 dans un contexte de multiplication des attentats palestiniens dans des zones d'habitations israéliennes. Des associations comme Gader Le Haim (« la barrière pour la vie »), Kav Hatefer Giló, Hipardut, le think-tank Conseil pour la paix et la sécurité (HaMotza LeShalom ve Lebitahon) s'emparent de cette revendication. Certaines d'entre elles se structurent en une coalition nationale, le Conseil Public pour la barrière de sécurité pour Israël (HaMotza HaTzibouri LaGader Habitahon LeIsrael en hébreu - nous le nommerons le Conseil pour la barrière). Ces acteurs coalisés font pression sur le gouvernement Sharon pour que celui-ci décide de l'érection d'une barrière en Cisjordanie puis qu'il la décide dans sa totalité. Cette coalition a regroupé des associations pro-barrière locales, des avocats, des militaires à la retraite, des élus locaux et à la Knesset, et coordonné les pressions pro-barrière auparavant isolées. Aux États-

¹³ Bigo Didier, Bocco Riccardo, Piermay Jean-Luc (dir.), « Introduction. Logiques de marquage : murs et disputes frontalières », in dossier « Frontières, marquages et disputes », *Conflicts & Cultures*, printemps 2009, n°73, p. 10.

Unis, le terrain privilégié pour les mouvements sociaux pro-barrière était la Californie dans les années 1990¹⁴. Dans les années 2000, c'est l'Arizona qui devient le terrain de prédilection de ce type de mouvements sociaux. Nous nous sommes focalisés sur une initiative de levée de fonds intitulée *Build the Border Fence* par un groupe de parlementaires républicains réunis depuis avril 2010 au sein d'un comité législatif (le Joint Border Security Advisory Committee - JBSAC). Pendant trois ans, ce comité regroupait l'ensemble des acteurs souhaitant une militarisation accrue des confins de cet État fédéré. Les acteurs coalisés demandent au gouvernement fédéral de renforcer la militarisation de la zone frontalière au moyen notamment de « barrières ». La palette des acteurs impliqués est large : parlementaires, shérifs, directeurs d'administrations de l'Arizona, mais aussi associations de ranchers, chambres de commerces frontalières, groupes de miliciens patrouillant le désert et membres de la mouvance *Tea Party*.

Nous nous attachons, dans cette partie, à comparer les récits causaux pro-barrière sur la gravité du problème des mobilités (palestiniens et mexicaines), sur les causes de ce problème, et sur la solution à apporter. Ces récits comprennent les éléments cognitifs et argumentatifs attachés à une politique publique. Ils décrivent les différentes composantes d'une situation considérée comme problématique (cause de son apparition, prédiction de ce qui arrivera si rien n'est fait, proposition de solution). Dans des conditions d'incertitude, ils rendent les problèmes compréhensibles et accessibles à l'action humaine et politique. Ils transmettent des sens et suggèrent l'action¹⁵. Nous comparons donc la structuration des récits causaux pro-barrière proposés par Gader le Haim et la coalition Conseil public pour la barrière en Israël et celle des participants du JBSAC diffusé lors de l'appel aux dons *Build the border fence*. Nos sources sont les récits présentés publiquement sur des sites internet et documents d'archives qui alimentent les discours et prises de positions de certains membres des coalitions. Le point commun entre les récits portés par la coalition pro-« barrière de sécurité » israélienne et la coalition pro-« barrière frontalière » de l'Arizona est qu'ils jouent sur la peur d'une situation « de crise » aux confins hors de contrôle, de désordre que seule une barrière peut ordonner, avec en trame de fond la figure ennemie peu précise d'un « infiltré ».

a. *Build the border fence*

¹⁴ Andreas Peter, *op. cit.* ; Nevins Joseph, *Operation Gatekeeper and Beyond, The War on « Illegals » and the Remaking of the US-Mexico Boundary*, New York, Routledge, 2010, 2nd ed.

¹⁵ Radaelli Claudio, "Harmful Tax Competition in the EU Policy Narratives and Advocacy Coalitions", *Journal of Common Market Studies*, décembre 1999, vol. 37, n°4, p.661-682.

En mai 2011, le JBSAC lance l'initiative *Build the border fence* d'appel national aux dons via un site internet dédié¹⁶ et hébergé par l'État d'Arizona. Y est formalisé le récit pro-barrière. Le projet de barrière y est présenté comme vital, pas seulement pour protéger les populations du sud de l'Arizona mais pour « la sécurité de notre grande nation ». L'appel aux dons individuels est inscrit dans la défense patriotique du projet américain à renfort de références aussi bien à Reagan qu'à Kennedy. L'exhortation de la fibre patriotique des donateurs survient après un détail des menaces que la barrière est censée contrer : « La menace la plus grave pour les États-Unis contemporains est l'absence de sécurité et d'*enforcement* le long de la frontière mexicaine ce qui a conduit à une invasion des cartels de drogues, de gangs violents, d'une estimation de 20 millions d'*illegal aliens* et même de terroristes. » L'échec du gouvernement fédéral à sécuriser la frontière est maintes fois souligné pour mieux mettre l'accent sur l'initiative de l'Arizona, présentée comme populaire : « Protéger 'Nous, le peuple des États-Unis' est un devoir constitutionnel du Gouvernement fédéral or que se passe-t-il quand le gouvernement ne fait pas son travail ? ».

Après s'être adressé à la fibre patriotique des donateurs, la première section vise à créer un sentiment d'angoisse personnelle en décrivant une frontière hors de contrôle. Les menaces énumérées ne vont pas seulement à l'encontre de la sécurité nationale des États-Unis mais à la sécurité individuelle des futurs donateurs. Ainsi dans la rubrique : « Vous sentez-vous en sécurité ? » est énuméré l'échec du *Secure Fence Act* d'octobre 2006 à réaliser un « contrôle opérationnel » de la frontière. Le nombre d'arrestations d'« *illegal aliens* », mais aussi d'« *Others than Mexicans* » par CBP dans le secteur de Tucson pour 2010 est surévalué : entre 215 000 et 250 000 estime le site pour probablement un million de clandestins au total. Les statistiques de CBP pour 2011 pour le secteur de Tucson comptabilisent 123 000 arrestations¹⁷. Deux menaces sont détaillées à renfort d'images (tirées des caméras postées dans le désert par deux groupes de *vigilantes* d'ABP ou d'AZBR¹⁸) : « l'épidémie de drogues, de gangs et de trafics d'êtres humains » et « la menace terroriste ». Concernant la seconde, le site estime que des membres du *Hezbollah* se sont « infiltrés » par la frontière sud sur la base d'une enquête des services de renseignement et d'un livre publié en Iran retrouvé en 2011 « près de routes migratoires ». Les « terroristes » emprunteraient des noms à consonance

¹⁶ Notre traduction dans cette section des éléments du site de dons pour la barrière, *Build the border fence*, www.buildtheborderfence.com/azborder/index.xhtml (consulté en avril 2014).

¹⁷ US CBP, « Along US borders », <http://www.cbp.gov/border-security/along-us-borders>, consulté en avril 2014.

¹⁸ Damien Simonneau, « Entre suprématie blanche et cybersécurité. Mutations contemporaines des pratiques de vigilantisme en Arizona », *Politix*, vol. 29, n° 115, 2016, p. 79-102.

hispanique et de « fausses identités hispaniques ». Tout concorde dans ce récit pour décrire une frontière hors de contrôle où menace une invasion d'ennemis multiformes.

Ce récit est en apparence dépolitisé et s'exprime dans une tonalité de sécurité nationale. Toutefois, des considérations politiques et identitaires ne sont pas absentes. D'une part, il est teinté de conservatisme et de défiance vis-à-vis du pouvoir fédéral. D'autre part, il est aussi teinté de visions racialisées des mobilités et de préoccupations identitaires concernant l'hispanisation du pays en faisant un amalgame entre la figure du migrant mexicain et du « terroriste » international (au moyen de l'anecdote du livre en persan trouvé dans le désert). *In fine*, il contribue ainsi à construire un continuum discursif entre porosité de la frontière, immigration clandestine, hispanisation du pays et nécessité de contrôler les étrangers.

b. En Israël : « la barrière de séparation est la seule issue possible »

« *Gader hafrada haderekh hayehida* » (« la barrière de séparation est la seule issue possible ») était un des slogans en 2002 de l'association Gader Le Haïm, une des premières à s'être emparé de cet enjeu. Dans quel récit se situe-t-il ? Le site internet de Gader Le Haïm en livre le contenu dans les sections « message de notre Président », en l'occurrence Ilan Tzion¹⁹. Le problème présenté est en fait double : d'une part les attaques terroristes et d'autre part la porosité de la Ligne verte ce qui permet l'entrée « chaque jour d'une myriade de travailleurs Palestiniens ». La solution quant à elle est unique : la barrière. Le mot « barrière » est associé systématiquement dans ce récit au qualificatif de « sécurité ». Elle n'est en aucun cas « politique » mais bien un outil de sécurité pour protéger les Israéliens : « *The security fence is not political, but is rather a necessary, educational means to preserve the lives of all those living in Israel* ». Les bénéfices à tirer de son érection sont au nombre de quatre :

- (a) the neutralization of the Palestinian Authority's and the terror organizations' ability to injure the inhabitants of the state of Israel as they please and to affect their daily routine – which may bring them to the realization that the only way that is open for them is negotiation;
- (b) the prevention of the terror attacks will save Israel the need to retaliate forcefully against Palestinians and thereby will improve Israel's situation in the international arena;
- (c) the relief of forces for defense missions and other missions within the areas of Judea and Samaria will render the activities of the armed forces in

¹⁹ Nous avons étudié les pages en anglais du site animé par les activistes de Gader Le Haïm (aussi accessible en hébreu et en russe). L'adresse du site en anglais est : <http://www.hagader.org/English/>. Ces pages ont été consultées pour la première fois en 2011, puis pour la première écriture de thèse au printemps 2014. Nous avons constaté que le site n'existe plus depuis juin 2014. Lorsque nous y faisons référence, nous indiquons « *Fence for life* » et le titre de la page web consultée.

the occupied territories more efficient, and (d) the halting of the realization of the “right of return” into the green line by the Arabs living in the occupied territories.²⁰

L’objectif final est d’établir par cet outil sécuritaire : « une séparation complète entre les populations palestinienne et israélienne²¹ ». Ce récit insiste donc fortement sur la dimension sécuritaire de la barrière. Ainsi, l’érection de la barrière n’est pas liée à l’évacuation des colonies, ni le retrait de l’armée israélienne des territoires occupés de Cisjordanie, ni même une reconnaissance de la souveraineté palestinienne sur ces terres²². Le discours est donc en apparence dépolitisé mais nullement apolitique, c’est-à-dire dénué de considérations politiques. Notre entretien avec Ilan Tzion nous a permis de comprendre la stratégie derrière ce positionnement. La coalition défend bien la barrière comme un outil sécuritaire uniquement, qui doit être mise en œuvre le plus rapidement possible sans prendre position sur l’évacuation des colonies ni sur le tracé²³. Ces choix sont « stratégiques » selon Ilan Tzion pour susciter l’adhésion au projet de barrière :

We agreed that the principles for Security fence for Israel would be the same principles as the ones for Fence for life. My principle was that I’m not intervening. I’m not saying where the fence should pass. I’m not saying if it should pass on the Green Line or not. I have said all the time this is a privilege of the government to decide where it would pass. It was a very wise decision not to intervene in it because if you intervene or say anything about the line, half of the country is against you. (entretien Tzion 20 mars 2012 – Ramat Gan).

Par ce positionnement, la coalition se démarque d’autres propositions politiques ou d’autres entrepreneurs de cause pro-barrière comme Yehiam Prior ou encore le Conseil pour la paix et la sécurité sur d’autres modalités de séparations unilatérales, sources de controverses entre les acteurs pro-barrière²⁴.

La section « Questions habituelles » du Conseil pour la barrière²⁵ reprend le même récit. Il a toutefois été rédigé plus tard en 2003 alors que le projet de barrière a été adopté par le gouvernement. Le besoin d’une « barrière de sécurité » est justifié par le terrorisme seulement (pas l’entrée de travailleurs clandestins). Elle est présentée comme efficace. Le Conseil pour la barrière ne se prononce pas non plus sur le tracé.

²⁰ Section “A message from our chairman”, site en anglais de Gader Le Haïm, « Fence for life ».

²¹ *Idem*.

²² Section “About” du site en anglais de Gader Le Haïm, *Ibid*.

²³ Ce choix de ne pas se prononcer sur le tracé est à nuancer. Sur le site de Gader Le Haïm dans les pages en hébreu, une carte représentait grosso modo le tracé qui s’éloignait largement de la Ligne verte pour incorporer les blocs de colonies.

²⁴ Damien Simonneau. “Chameleon Wall. Inside two coalitions of pro-fence actors in Israel”, *Journal of Borderlands Studies*, vol. 31, n°3, septembre 2016, p. 287-304.

²⁵ Central European University, Galeria Centralis, Open exhibitions, « The divide », http://w3.osaarchivum.org/galeria/the_divide/chapter08.html (consulté le 14 novembre 2014).

Ainsi le récit pro-barrière proposé est à tonalité sécuritaire, sans prise de positions politiques sur l'avenir des colonies ni sur le tracé. Cette dépolitisation apparente relève d'une stratégie de communication pour obtenir le consensus le plus large sur la nécessité du recours à une barrière. En quelque sorte, il se débarrasse de l'enjeu politique de l'aboutissement à une séparation politique négociée avec les Palestiniens. En cela, il s'agit d'un récit causal résolument post-Oslo, qui propose de tourner le dos à l'héritage de négociation bilatérale avec les Palestiniens pour le repousser à plus tard. Il cadre l'enjeu du recours à une barrière en seule réponse à une « crise » des mobilités de Palestiniens vers Israël pour y commettre des attentats.

Ces récits tant de la part de coalition pro-barrière en Arizona ou en Israël constituent la trame argumentaire de ces coalitions qu'elles véhiculent dans le débat politique et public. Ils se présentent comme dépolitisés, arborant une tonalité sécuritaire et jouent sur la peur d'une situation « de crise » aux confins hors de contrôle face à des mobilités considérées comme dangereuses que seule une barrière peut ordonner.

II- Diffusion des récits par l'affrontement avec l'Etat

Nous résumons à présent les modalités de diffusion de ce récit. La diffusion de récits pro-barrière ainsi constitués repose en grande partie sur l'organisation d'événements médiatisés où la matérialité de la barrière est mise en scène pour symboliser l'enjeu de la militarisation des confins, et appeler l'Etat à intervenir. Ces mises en scène se font en complément d'actions de lobbying pour établir des contacts directs avec des décideurs ainsi que des actions légales et juridiques pour faire pression sur eux. Ainsi, les pro-barrière de l'Arizona formulent des plans de sécurisation qu'ils tentent de diffuser. En adoptant des lois répressives en matière d'immigration et en mobilisant les conseillers juridiques de l'Arizona pour les défendre si celles-ci sont attaquées dans les tribunaux, les républicains consacrent l'Arizona comme l'État-barrière de l'Union, leur laboratoire en matière d'immigration et de sécurité frontalière. En Israël, les acteurs pro-barrière sollicitent des rendez-vous auprès des ministres, des membres de la Knesset et du ministère de la Défense pour obtenir des garanties sur la poursuite du chantier. La création d'un lobby à la Knesset permet d'organiser des séquences de pression lors de questions au gouvernement pour obtenir des engagements sur le calendrier et lors des discussions en comités d'allocation du budget face aux opposants de droite et d'extrême-droite. Les avocats de Gader Le Häim mobilisent leurs ressources juridiques pour

attaquer le ministère de la Défense en 2002-2003 à la Cour suprême afin de le contraindre à décider le lancement de la barrière. Puis, ils se font à partir de 2004 les défenseurs de la barrière aux côtés des avocats du bureau du Premier ministre et du ministère de la Défense, lorsque son tracé et sa vocation sécuritaire sont progressivement contestés.

La matérialité des « barrières » parle aux représentations. Les pro-barrière le savent et mettent en scène cette matérialité lors d'évènements où la médiatisation est recherchée. En Israël comme en Arizona, l'animation de sites internet permet la mise à disposition d'un savoir et de documents sur les situations aux confins. Cela permet également le contournement ou l'influence sur les médias traditionnels. Les visites organisées par les pro-barrière sur le chantier en Cisjordanie et aux confins désertiques de l'Arizona ne sont pas de même nature. En Arizona, il s'agit de diffuser un cadrage pro-barrière des situations frontalières aux personnalités politiques, aux journalistes et aux chercheurs. En Israël, il s'agit de dénoncer la lenteur de la construction de la barrière en recourant à la caisse de résonance médiatique. Lors d'évènements publics, les pro-barrière ont recours, dans les deux cas, à la même performance : ériger de fausses barrières en bois. Ce mode d'action vise à produire des images et banaliser l'idée de leurs recours. Enfin, les acteurs pro-barrière recherchent la médiatisation de leurs prises de parole publiques. En Arizona, le comité du JBSAC constitue une tribune pour les acteurs répressifs en matière migratoire. En Israël, les pro-barrière commencent par organiser des conférences où ils invitent des personnalités politiques et des démographes en soutien. Certains acteurs pro-barrière obtiennent le statut d'icônes médiatiques. En effet, les médias suivent leurs activités au point de constituer des séquences d'évènements pro-barrière. Dans les deux cas, la médiatisation des actions pro-barrière repose sur une connivence entre, d'une part, lignes éditoriales et, d'autre part, discours des acteurs pro-barrière ce qui permet d'amplifier la critique du gouvernement. En Israël, le ton médiatique pro-barrière est celui du soutien à une initiative « populaire » face aux hésitations et à l'absence de stratégie contre le terrorisme d'Ariel Sharon. Aux États-Unis, le ton pro-barrière est celui de la description d'une zone-frontière hors de contrôle, champ d'une bataille frontalière, que le gouvernement fédéral ne voudrait délibérément pas sécuriser.

La diffusion du cadrage pro-barrière s'organise donc dans trois arènes analogues : parlementaire, judiciaire et médiatique, en fonction du fonctionnement national de ces arènes. Aux États-Unis entre 2010 et 2013, la cause pro-barrière est institutionnalisée. Portée par les républicains, elle bénéficie des ressources matérielles de l'État d'Arizona en termes de communication, d'organisation d'évènements publics et de gestion des dons collectés. Elle est

aussi portée par des activistes liés aux groupes locaux estampillés *Tea Party* et ceux de surveillance de la frontière. À une toute autre échelle en Israël, la cause pro-barrière dispose tout d'abord, en 2001-2002 de ressources militantes, à faibles moyens matériels, mobilisées lors d'actions isolées selon les stratégies des associations. Elle acquiert des relais politiques et économiques lors de la coalition sous l'égide d'Uzi Dayan auprès des élus à la Knesset renouvelée en 2003 et des élus locaux demandant la mise en chantier de la barrière dans leur secteur en 2003-2004.

En résumé, la diffusion du cadrage pro-barrière par les coalitions de cause repose sur la contestation des choix gouvernementaux en matière de défense et d'immigration. La force de cette contestation réside dans l'accusation de non-protection des gouvernés que les pro-barrière portent à leurs gouvernements. En répétant cette accusation et un récit causal simple sur les « problèmes » aux confins et sur la solution « barrière », les acteurs pro-barrière contribuent à maintenir à l'agenda gouvernemental l'enjeu de la militarisation des confins.

Dans les deux cas d'étude, la demande de barrière s'inscrit donc dans une rhétorique de la restauration de l'ordre public. Le sens sécuritaire du contrôle des mobilités est d'abord exprimé comme enjeu de protection des citoyens face à des intrusions susceptibles de menacer leur intégrité physique. En Arizona, cet enjeu s'appuie sur la situation des résidents des confins ruraux. En Israël, cet enjeu est lié à la multiplication des attentats à partir de l'automne 2000 dans les centres urbains et constitué en une menace susceptible de toucher l'ensemble de la population. Toutefois, autant que l'ordre public, l'identité nationale est menacée aux yeux des partisans de la barrière. La demande de barrière revêt également des enjeux de politique intérieure. Elle constitue un élément du rapport de forces politiques et vise à infléchir les décisions en matière de défense ou d'immigration. L'action protestataire contre l'Etat en vient donc à révéler d'autres formes de « crises » qui se trament derrière l'érection des « murs », que nous détaillons dans la dernière partie.

III- Des « crises » propres aux « emmurés »

a. Une « crise » identitaire

La défense d'une identité nationale menacée se traduit par une préoccupation sur les changements démographiques entre groupes ethniques constituant Israël (et les Territoires

occupés) et les États-Unis. Cette menace est rationalisée par le recours à l'outil démographique. La barrière revêt alors un sens identitaire car contrôler les indésirables c'est un moyen de parler de soi, et de définir un « nous » national. Ce codage renvoie aux contradictions identitaires propres aux projets nationaux israéliens (la préservation de la majorité juive tout en contrôlant une population arabe de plus en plus nombreuse) et états-uniens (la défense d'une identité « anglo-saxonne » dans une société pourtant multiculturelle où le poids des Hispaniques augmente). Nous nous situons ici dans une optique de « désubstantialisation de l'identité politique²⁶ » prenant au sérieux les récits d'évocations d'identité menacée par les acteurs pro-barrière tout en situant leur formulation dans les paradoxes identitaires propres aux projets nationaux israéliens et états-uniens.

i. La barrière pour défendre les racines anglo-saxonnes des États-Unis

Pour les pro-barrière de l'Arizona, l'hispanisation de la société états-unienne est considérée comme une menace à la permanence d'une nation, jugée multiculturelle mais définie comme d'âme « anglo-saxonne ». Ainsi, lors du dîner de gala pour le lancement de l'appel aux dons *Build the Border fence* le 27 juillet 2011, le sénateur Steve Smith membre du JBSAC exprime son malaise face à ce qu'il perçoit comme l'hispanisation de la société américaine. En Arizona, il est « horrifié » par un phénomène qu'il appelle le « Tapez deux pour l'espagnol²⁷ ». Il dénonce aussi le manque d'intégration des migrants latinos : « Ne me faites pas changer mon pays pour d'où vous venez, le sénateur s'exclame. Si vous n'aimez pas ce pays, si vous voulez amener votre langue, votre violence 'gangfare', restez chez vous ou subissez les conséquences. Mais ne me faites pas changer parce que vous ne voulez pas vous adapter²⁸ ». Au-delà de la peur de l'hispanisation, il estime que « le pays n'évolue pas dans le bon sens ». Dans le Michigan, il a observé une ville approuver les appels à la prière musulmane tout en interdisant les cloches d'églises. Cette angoisse de dilution identitaire d'une culture qu'il ne définit pas est aussi soulevée par un autre parlementaire du JBSAC Al Melvin qui défend un ordre identitaire du monde où un État aux frontières sécurisées est associé à une identité. Cet ordre identitaire du monde semble menacé pour lui bien qu'il l'associe à une caractéristique de l'époque contemporaine :

²⁶ Ce qui permet de saisir l'hétérogénéité des mobilisations identitaires ainsi que l'utilisation des thèmes identitaires en vue d'aboutir à des changements dans les relations de pouvoir. Denis Constant-Martin (dir.), *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Khartala, 2010, p. 16.

²⁷ Devin Browne, "Freshman Senator takes on enduring Immigration Issues", *KPBS*, 28 juillet 2011, notre traduction.

²⁸ *Idem*.

A country is defined by its borders. The borders have to be secured. They really do. One thing that is happening in Europe from what I hear has already happen in California. They did not control the border, the State of California has been lost politically. Hispanic Americans control California. What happens in Sweden, entire cities that Muslim populations are larger than the local. [...] Why lose your identity? Entire countries through this process. I don't think it is right. (entretien Al Melvin 6 mars 2013 - Phoenix).

Parmi les pro-barrière de l'Arizona, on note donc un discours implicite sur une identité nationale menacée par l'entrée incontrôlée d'étrangers via une frontière poreuse. Cette construction pose comme nécessaire le contrôle des identités non WASP afin de permettre la survie de la culture et de l'identité américaine jugée menacée²⁹. Un autre élément clef qui apparaît dans ces continuums discursifs et qui entre dans la construction d'un enjeu identitaire derrière la barrière est l'emphase sur la quantification démographique des clandestins (cette quantification inonde les pages internet des milices de surveillance de la frontière ou encore celle de l'appel aux dons *Build the border fence*) et des Hispaniques dans le pays. Ces continuums discursifs incluant la demande de barrière et la préoccupation face à la vitalité de la démographie hispanique mettent à jour les paradoxes identitaires du projet national états-unien, qui remonte à l'origine de la nation américaine. Ils sont exprimés ainsi par Denis Lacorne :

L'histoire de l'identité américaine [...] est l'histoire d'une tension continue entre les dimensions civiques et ethniques de la nation, entre un contractualisme politique hérité des Lumières et la recherche, mythique, d'une communauté organique dont l'âme serait « anglo-saxonne ». La nation américaine est « une nation « ethno-civique » dont les élites politiques privilégierent tantôt l'unité culturelle, sur un modèle anglo-saxon ; tantôt le pluralisme culturel, à partir d'un modèle de « société plurielle » ébauché dès le 17^{ème} siècle par les défenseurs de la tolérance religieuse³⁰.

La nation ethno-civique états-unienne est historiquement inclusive envers les migrants qui l'ont progressivement constituée. Elle tolère donc différents projets multiculturalistes³¹. L'investissement de la cause pro-barrière permet aux pro-barrière de se positionner dans ces débats en proposant une définition plus exclusive, nativiste – sans l'exprimer précisément, de la nation américaine. De plus, ces acteurs sont résidents d'un État frontalier des États-Unis, où croit fortement une population hispanique (qu'elle soit mexicano-américaine ou immigrée du Mexique ou d'Amérique latine – soit 30 % de la population en Arizona), et où s'affrontent

²⁹ Selon des ressorts déjà identifiés en Californie par Ceyhan Ayse, « États-Unis : frontière sécurisée, identité(s) contrôlée(s) ? », *Cultures et Conflit*, 1997, n°26-27, p. 235-254.

³⁰ Denis Lacorne, *La crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme*, Paris, Gallimard, édition revue et corrigée, 1997, p. 335.

³¹ *Ibid.*, p. 341-342.

deux conceptions de la nation américaine. Schématiquement, il s'agit d'un côté de celle du projet national d'américanisation du sud-ouest caractéristique du colonialisme pionnier états-unien, et de l'autre de revendication d'une hybridation culturelle de la zone frontalière³² portée notamment par des activistes *chicanos* et des ONG de défense des droits des migrants.

ii. La barrière pour défendre la majorité juive israélienne

Depuis la Déclaration d'Indépendance d'Israël du 14 mai 1948, l'État israélien assume ouvertement une identité ethnique, il est un « instrument pour préserver une identité spécifique³³ ». Compte tenu de la définition exclusive de l'État, le projet sioniste implique donc un projet majoritaire, soit le décompte entre les Juifs et les non-Juifs³⁴. L'enjeu démographique est donc considéré comme stratégique pour préserver l'existence même de l'État ainsi défini. Parmi les acteurs pro-barrière israéliens, un sentiment de menace envers la permanence du projet majoritaire juif s'exprime derrière l'enjeu du contrôle de l'entrée des Palestiniens vers Israël. Ainsi, le site de Gader Le Haïm mentionne clairement l'enjeu démographique derrière la barrière³⁵. Lors de notre entretien, Ilan Tzion élabore et joue les Cassandra de ce péril démographique. Il dépeint les « Arabes » usant des stéréotypes majoritairement véhiculés parmi les Juifs israéliens³⁶ :

And the Arabs know it well, they now understood that Israel can be eliminated demographically [...] they are much more intelligent than the common Israeli [...] They are much wiser. [...] Now Arabs are real, they live the area, they know what they want, they don't have inferiority complex and they want to eliminate Israel. This is something from their religion, you see. They are not bad this is what they are meant to do. They need to kill us. This is very simple. (entretien Tzion 2012).

Yehiam Prior d'*Hipardut* mentionne que son emphase sur la séparation avec les Palestiniens s'inscrit dans une préoccupation démographique qui l'anime personnellement depuis la Première *Intifada* :

³² Pour une histoire mexicaine-américaine du Sud-Ouest des États-Unis, voir Velez-Ibanez Carlos, *Border visions: Mexican cultures of the Southwest United States*, Tucson, University of Arizona Press, 1996.

³³ Dieckoff Alain, « Un État juif et démocratique », in Dieckoff Alain (dir.), *l'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, p. 26.

³⁴ De Crousaz Pascal, « Le facteur démographique dans la détermination de ses frontières avec les Palestiniens », *A contrario*, vol. 3, n°2, 2005, p. 66-97.

³⁵ «The fence will stop the crawling realization of the “right of return” into the green line by the Arabs living in the occupied territories (to date, approximately 100,000 Arabs from the occupied territories have already “settled” within the green line) [...] The fence will deal with the changing of the demographic balance between the Jewish and Arab populations within the green line borders, inflicting upon the economy and the society an enormous damage, which is difficult to estimate”, site en anglais, Fence for life, “A message from our chairman”.

³⁶ Bar-Tal Daniel, Teichman Yona, *Stereotypes and Prejudice in Conflict. Representations of Arabs in Israeli Jewish Society*, Cambridge University Press, 2005.

So in that respect, I think that Ariel Sharon, probably the last 20 years did the most important Zionist action of preserving the Jewish and democratic nature of the state of Israel [...] Eventually the message was that if you want to maintain Israel as a Jewish and a democratic state, both elements are important we must not have a 50 % or 70 % Arabs with the projection in the 10 or 20 30 years from now there would be 100 % Arabs, 50 % Arabs [...]. This is a risky message because the idea is not to be racial, it is not that we hate Arabs, there are 1.2 million Israelis Arabs. We supported and argued and fought against the discriminations against them. But in the sense that we believe in the Jewish state, just like France believe in a French State, Italy in an Italian state, we do not want to have millions people who are not Israelis at the moment, we do not want to absorb, to change completely the State, we all the time realize that Jewish and democratic contains some sorts of an internal contradiction. I'm a very secular person so I'd like to separate Church and State but still separate the State from the Jewish religious and the Muslims, and the Christians etc. but still, we all support the Jewish majority here, and the Jewish nature of the State. That's one unique state in Israel and therefore the notion of separation propagated and eventually Ariel Sharon did it. (entretien Y. Prior 18 mars 2012 - Rehovot).

La rhétorique du projet majoritaire menacé nous permet d'entrer dans les paradoxes du projet sioniste, dans la tension entre projet majoritaire juif et caractère « démocratique³⁷ » de l'État israélien. Cette tension se retrouve dans un combat entre deux discours concurrents sur l'identité nationale : l'un libéral, l'autre ethno-nationaliste³⁸. Cet affrontement de deux conceptions de la société israélienne réapparaît à chaque secousse politique sur l'avenir de l'occupation³⁹. Ainsi le paradoxe propre à la construction nationale de l'État israélien tient en cette question : comment concilier un état démocratique où la priorité est systématiquement donnée aux Juifs sur les non-Juifs ? Pour la plupart des Juifs (israéliens ou de la diaspora), le sionisme est une vision du monde consensuelle positive, toutefois la réalisation de son projet national a entraîné des contradictions apparentes⁴⁰ que sont la supériorité, l'expansionnisme démographique et militaire via la colonisation du territoire et des ressources qui soulève la résistance des Palestiniens, l'exclusion et l'hégémonie ethnique.

Pour les acteurs pro-barrière israélien ou arizoniens, coder le contrôle militarisé des confins en enjeu de défense d'une identité nationale menacée leur permet de réaffirmer ou de revendiquer une position dominante non seulement face à des menaces en partie fantasmées (c'est le registre sécuritaire) mais face à un nombre d'Autres projeté comme augmentant

³⁷ De nombreux débats existent pour qualifier la nature « démocratique » du régime israélien, voir Yiftachel Oren, « 'Ethnocracy' The Politics of Judaizing Israel/Palestine », in Ilan Pappé, J. Hilāl, *Across the wall*, Londres, I. B. Tauris & Co Ltd, 2010, p. 269 sq.

³⁸ Gershon Shafir, Yoav Peled, *Being Israeli: The Dynamics of Multiple Citizenship*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

³⁹ Ben Meir Yehuda, Shaked Dafna, *The People Speak: Israeli Public Opinion on National Security 2005-2007*, The Institute for National and Security Studies, Memorandum, n° 90, mai 2007, p. 79-82.

⁴⁰ Amal Jamal, « Le sionisme et ses tragiques contradictions », in Zarka Yves Charles (dir.), *op. cit.*, p. 83-113.

(citoyens et clandestins hispaniques issus de l'immigration plus ou moins récente, Palestiniens citoyens ou sous occupation à l'évolution démographique plus dynamique). Ces acteurs se positionnent dans des débats structurants dans ces systèmes politiques sur les rapports ethniques.

b. « Crise » politique interne

La demande de barrière revêt également des enjeux de politique intérieure. Elle est un moyen pour infléchir les décisions en matière de défense ou d'immigration de la responsabilité du gouvernement engageant la définition du rapport de force au sein des systèmes politiques. En Arizona, les élus pro-barrière expriment leur perception d'inefficacité du gouvernement fédéral et inscrivent leur action dans la conception d'un fédéralisme⁴¹ où les prérogatives des États fédérés en matière migratoire sont revendiquées. En Israël, les acteurs pro-barrière posent à la base de leur engagement une contestation des choix de défense du gouvernement Sharon face aux attentats, en revendiquant une tactique défensive par la barrière face aux tactiques offensives privilégiées par une cellule décisionnelle centralisée lors de l'Opération Rempart d'avril 2002. Dans les deux cas, la barrière est présentée comme un projet de bon sens « populaire » contre des élites décisionnelles réticentes. Nous insistons ici sur l'utilisation de la cause pro-barrière pour contester des choix politiques ou de défense.

i. Arizona : la « barrière » pour défier le pouvoir fédéral

La demande pro-barrière de la part d'élus et d'acteurs de l'Arizona ne relève pas seulement d'un appel à la protection des autorités fédérales. Elle engage la définition des rapports entre un État fédéré et le gouvernement fédéral au sein des États-Unis. Pour les républicains de l'Arizona, le soutien à la demande de barrière s'inscrit dans un affrontement avec le fédéral. L'affrontement porte donc sur les répartitions des prérogatives des États fédérés et de l'État fédéral. Les pro-barrière revendiquent le droit de l'Arizona à définir ses politiques de sécurité frontalière et d'immigration :

So it is our responsibility at the State level, if the federal level doesn't do their job, then it becomes our job at the state level to protect the citizen that we represent. [...] It's Arizona versus Washington. (entretien Griffin 5 mars 2013 - Phoenix).

⁴¹ Défense d'une conception d'un fédéralisme « dual », voir Vergniolle de Chantal François, *Antifédéralisme et Fédéralisme*, Paris, Puf, coll. « Que sais-je ? », 2005.

Unfortunately the federal government for whatever reason has not taken care of securing the border and I have to admit... I'm a Reagan republican. It's not just the democrats, Georges Bush Junior did not secure the border. So both parties are to blame. (entretien Melvin 2013).

La mise en scène de cet affrontement n'est pas propre aux républicains (Janet Napolitano, alors gouverneure démocrate de l'Arizona en déclarant l'état d'urgence en août 2005 s'est confrontée de manière analogue à Georges W. Bush). L'affrontement Arizona-Washington par ces acteurs politiques s'inscrit dans une « défiance frontériste » de l'Arizona envers ce qui émane du pouvoir fédéral. Le rôle que les politiques d'Arizona ou de Washington cultivent de cet État depuis son adhésion à l'Union en 1912 est jugé par l'historien Thomas Sheridan comme « *the final frontier of an exclusionary American destiny*⁴² ». Cette défiance vis-à-vis du pouvoir fédéral s'exprime même parfois plus clairement. Par exemple, Al Melvin évoque sa « répulsion » de ce qui émane de Washington D.C. pour mieux glorifier les réalisations de l'État d'Arizona :

I once heard a man speak who has worked in Washington for 10 years. In his speech he said: the nature of the Federal government very few things of value are accomplished, except I would say the department of defense, the Pentagon, they are doing a good job. And that's one of the primary job of the federal government. They do a good job. But what about other things. There is 16,5 trillion dollars in debt. How about the other stupid things that happens there? I happen to be a catholic, I believe in the sanctity of life, I'm opposed to abortion. Abortion was over 35 years, the Supreme Court said it's okay and now 15 million dead babies, that's not...All of this bad things happen in Washington. On the other hand, good things happen here, our budget is balanced. (entretien Melvin 2013).

Le registre politique du contrôle des confins se nourrit donc de la défiance envers l'administration fédérale. Les pro-barrière sont prompts à recourir dans leurs discours à une rhétorique anti-État fédéral. Cela reflète un système de croyances conservatrices suspicieuses à l'égard de la centralisation et de la bureaucratisation du système politique états-unien. Ces idées ont retrouvé de la force dans l'émergence de la mouvance *Tea Party* à la fin des années 2000 et font partie des représentations partagées par les *vigilantes* de l'Arizona⁴³. Signe de la prégnance de ces idées conservatrices dans le cadrage pro-barrière, les associations se revendiquant de la mouvance *Tea Party*, comme l'*Arizona Tea Party Patriots Association*, sont présentes dans les débats du JBSAC et auprès des élus républicains du comité.

ii. Contestation des choix de défense par la société civile israélienne

⁴² Sheridan Thomas, *Arizona: a History*, Tucson, University of Arizona Press, 1995.

⁴³ Damien Simonneau, art. cit., 2016.

La demande d'une barrière en Israël s'inscrit dans une action contestataire d'acteurs de la société civile contre les choix et les visions militaires de la part du gouvernement dirigé par Ariel Sharon. À la différence des pro-barrière de l'Arizona, cette contestation ne s'inscrit pas dans un schéma de pensée organisée sur la nature du système politique. Il ne s'agit pas pour ces acteurs de remettre en cause le rôle de l'armée ou de questionner les prérogatives de l'État en matière de défense mais seulement de faire porter une voix et une vision dissonantes des choix de défense du gouvernement.

Israël est communément décrit comme une « nation en armes⁴⁴ » où l'implication du citoyen dans la défense du territoire est fondamentale. Il existe donc une réelle proximité entre nation et armée que ce soit dans le quotidien des Juifs-Israéliens ou dans les relations entre sphère militaire, sphère industrielle et sphère politique. Malgré cette « symbiose » entre nation et armée, les critiques tant dans les stratégies politiques que militaires issues du côté civil du spectre existent. Même si l'armée jouit d'une confiance importante surtout lors de conflit armé, les liens de confiance ne sont plus aveugles aujourd'hui⁴⁵. Une certaine presse critique les décisions et bavures. Des initiatives sociétales notamment de parents de soldats comme le mouvement des mères de soldats déployés au Sud-Liban, « Quatre mères » (*Arba Imaot*) ont pesé également sur les décisions de retrait de l'armée israélienne du sud-Liban en mai 2000⁴⁶. Bien que soumises à la critique de la société civile, les décisions en matière de défense sont très centralisées, l'armée dispose auprès des pouvoirs politiques d'une expertise et d'une légitimité importante. Le rapport plus critique aux décisions politiques et militaires et sa forte centralisation laissent peu de place à des *outsiders* pour tenter d'influencer ces décisions. D'autres portes d'entrée doivent être prises en compte pour peser sur les choix militaires, ce qui est le cas pour la demande d'érection de la « barrière de sécurité ». En effet, nous considérons la mobilisation sociétale des pro-barrières comme une manière de peser ou de critiquer publiquement ces décisions en matière de choix de défense ici fortement corrélées au compromis territorial avec les Palestiniens. Les pro-barrière en sont du moins convaincus : la barrière est un projet populaire qui, évaluent-ils dix ans plus tard lors des entretiens, a été imposé « par le bas » aux acteurs décisionnaires politiques et militaires.

⁴⁴ Dieckoff Alain, « Quelle nation en armes ? », in Razoux Pierre (dir.), *Israël et son armée : sociétés et stratégies à l'heure des ruptures*, Paris, Etudes de l'IRSEM, mai 2010, p. 15 sq.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 25.

⁴⁶ Sela Avraham, "Civil Society, the military, and national security : the case of Israel's security zone in south Lebanon", *Israel Studies*, 2007, vol. 12, n°1, p. 53-78.

C'est en effet l'impact de ceux qui sont hors-jeu par rapport à la cellule décisionnelle qui est soulevé par les pro-barrière à commencer par le Général Uzi Dayan qui a démissionné de son poste de conseiller à la sécurité nationale pour mieux influencer les décisions de l'extérieur en reprenant la tête du Conseil pour la barrière. Pour lui, la stratégie de Sharon de lutte contre le terrorisme était inopérante, il fallait avec la barrière dessiner une « ligne de responsabilité » sur le terrain pour les brigades de patrouille (entretien Dayan 22 avril 2012 – Tel Aviv). De même, le président du Conseil régional de Gilboa, membre du Conseil pour la barrière, Dany Atar avait lancé la construction d'une barrière à Gilboa sans concertation avec l'échelon militaire dans un premier temps⁴⁷. Il justifie cela : « si l'État ne le fait pas, nous le faisons » (entretien Atar 30 avril 2012 - Gilboa). Ilan Tzion croit en ce qu'il nomme « l'influence du peuple dans les affaires de sécurité⁴⁸ » (entretien Tzion 2012). Azi Nagar, dirigeant un mouvement pro-barrière à Jérusalem, critique également l'absence de réaction de l'armée et du gouvernement face aux tirs qui touchaient Gilbo au début de l'*Intifada* :

We built the association "Protect the citizens of Gilbo", because I know our government [...] they are not taking seriously the citizens. Because when shootings in Beit Shean, government did not do nothing. On shootings in Kyriat Shmone, government don't take care about the citizens. Shootings from Gaza - 8 years the government don't do nothing after it becomes heavy politics, without heavy press from the citizens. (entretien Nagar 15 avril 2012 - Gilbo)

Yehiam Prior met l'accent sur les précédents mouvements de contestation de l'Occupation ou encore du mouvement « Quatre mères » :

There was there several women who were Arba Imaot from Lebanon, have you heard about them?

Yeah

So Arba Imaot was a movement that helped Barak in 99 to get out of...

Lebanon ! South Lebanon !

Not 99, 2000. Get the last Israeli soldiers out of Lebanon. Those four mothers or so called four mothers who were active on this movement called HaYom HaShvi. HaYom HaShvi is the "7th day" after the 6-day war. So the notion was: the 6-day war is not finished, we need a 7th day to finish it and come back to a Jewish and democratic state. (entretien Prior 2012)

De plus, les pro-barrière se positionnent contre la défense du projet politique de « Grand Israël » qu'ils attribuent à Ariel Sharon. Leur critique du gouvernement et leur activisme pro-barrière se nourrit de la dénonciation de ce « rêve », sans toutefois que ne soit toujours énoncée l'adhésion à l'idée de la création d'un État palestinien. Le député du *Meretz* et

⁴⁷ Entretien de Dany Atar avec le journaliste anglais Thomas Mark, 2011, *Extreme Rambling. Walking Israel's Barrier. For fun*, Ebury Press, p. 47-48.

⁴⁸ "The influence of people in security issue [...] it came from the people", entretien Tzion 2012.

membre du lobby pour la barrière à la Knesset, Avshalom Vilan y fait référence par exemple contrairement à Ilan Tzion qui ne l'évoque pas :

Because Ariel Sharon believed in the dream of all Israel, all of the West Bank. He knew that if we are building the fence this will facilitate the unilateral separation because this means that we are going to give up all this area. That's why he was against it, he did not want to build the fence. He was obliged to do it by public pressure but he did everything against it. (entretien Tzion 2012).

He [Ariel Sharon] believed in Big Israel, in Eretz Israel HaShlema, from his point of view it was a terrible political mistake. (entretien Vilan 27 mars 2012 – Tel Aviv).

La cause pro-barrière est donc un moyen tant aux États-Unis qu'en Israël pour des acteurs marginalisés au sein des processus décisionnels de peser dans la définition de politiques publiques. Elle témoigne donc d'un rapport conflictuel entre société civile et Etat.

Conclusion : de quelles « crises » parle-t-on ?

Une sociologie politique des mobilisations pro-barrière nous a permis d'explorer les multiples formes de « crises » que posent les mobilités d'étrangers aux Etats contemporains, du moins dans notre cas à l'Etat israélien et aux Etats-Unis. L'invocation et la diffusion d'un récit de « crise de la mobilité » pour appeler à l'intervention de l'Etat pour qu'il militarise davantage les confins frontaliers semblent valider la thèse des murs comme réponse à une « crise » de la souveraineté étatique dans le monde contemporain. Pourtant, cette « crise » est bien protéiforme. Notre étude des dynamiques internes à ceux qui décident de s'emmurer démontre qu'elle relève aussi d'une « crise » des systèmes politiques : enjeu identitaire et enjeu de rapport de force au sein du système politique. La construction de moments, souvent spectaculaires, de « crise de menaces extérieures » empêche de comprendre la « crise » comme une actualisation d'enjeux en réalité structurants pour les sociétés qui s'emmurent. Ces moments visent à réaffirmer des positions sur ces enjeux, à générer de l'intervention étatique tout en souhaitant effacer les causes des mobilités. La « crise » de l'arrivée d'Autres apparaît donc comme un prétexte pour parler des « crises » du soi.
